



Paul et Chantal Biya sont présentés aux yeux du monde comme des personnes ayant le coeur sur la main. La fortune présidentielle est difficilement quantifiable.

L'opération «*Effort de guerre*» initiée par le peuple camerounais pour soutenir l'armée dans le cadre de la lutte contre la secte islamiste Boko Haram a poussé certains hauts commis de l'État à contribuer de manière considérable à cet élan de solidarité. Le chef de l'État a, pour sa part, donné 160 millions de FCFA pour soutenir son armée. Une somme considérable qui pousse le quotidien Le Messager de ce vendredi 22 avril 2016, à poser la question à savoir si les dons offerts par le couple présidentiels viennent de leur fortune privée ou bien de la fortune publique.

L'exhibition du don du Président de la République pour une cause certes nationale n'est pas aussi bien perçue que le régime voudrait bien croire, et la réponse à la question sur la provenance de ces fonds serait la bienvenue. «*Ceci d'autant plus que l'expérience du passé apparait à ce propos très édifiant. On se souvient de l'histoire de ce Camerounais réputé escroc international qui est venu en 1994 à la faveur de «l'Opération coup de coeur» en faveur des Lions Indomptables remettre une importante somme à un Premier Ministre camerounais. La leçon avait bien été assimilée*», peut-on lire.

Le journal éloigne vivement l'idée selon laquelle Paul Biya soit apparenté à un quelconque

escroc international. *«Mais le drame du système qui nous gouverne depuis plus de trois décennies maintenant, réside sur le fait qu'on met généralement sur le compte du Président de la République, une multitude d'actes de générosités publiques personnelles qui, très souvent, s'élèvent à des milliards de FCFA, sans qu'on explique au petit peuple comment le chef de l'État a pu obtenir autant d'argent à titre personnel au point de le redistribuer publiquement quand l'occasion se présente».*

Pour le journal, la Première Dame Chantal Biya dont on connaît les origines modestes et qui n'est pas censée exercer une fonction publique est reconnue comme «une dame au grand cœur qui octroie des dons à travers le territoire national et d'une valeur financière assez élevée», nous dit-on. La Fondation Chantal Biya, le Cercle des Amis du Cameroun ou encore le Centre International de Recherche sur le Sida sont tous des organisations non gouvernementales ou des associations élitistes qui ont eu la faveur des textes présidentiels pour être reconnues d'utilité publique.

© Géraldine IVAHA | Cameroon-Info.Net
